

**Résolution par consensus sur les changements climatiques
et autres changements environnementaux et les cétacés**

présentée par les Etats-Unis et la Norvège

ATTENDU QUE la Commission a adopté des résolutions sur l'impact des changements environnementaux sur les cétacés depuis 1980¹ ;

NOTANT QUE la Commission a décidé en 1993 que le Comité scientifique accorde la priorité aux recherches sur les effets des changements environnementaux sur les cétacés afin de lui fournir le meilleur conseil scientifique pour définir les stratégies appropriées lui permettant de relever ces nouveaux défis ;

NOTANT QUE le Comité scientifique a déterminé les questions prioritaires pour les cétacés liées aux changements climatiques / environnementaux, à l'appauvrissement de la couche d'ozone et aux rayons UV-B, à la pollution chimique, à l'impact des nuisances sonores, à la dégradation de l'habitat physique et biologique, aux effets des pêches, aux maladies et cas de mortalité ;

APPRECIANT les efforts entrepris à ce jour par le Comité scientifique pour comprendre l'impact des changements environnementaux, à commencer par les ateliers tenus en 1995 et 1996 sur la pollution chimique et les changements climatiques / appauvrissement de la couche d'ozone qui ont abouti à l'élaboration de programmes de recherches à long terme, pluridisciplinaires et plurinationaux ;

CONSCIENTE du fait que les connaissances sur les changements climatiques ont considérablement évolué depuis le premier atelier tenu par la CBI en 1996 et que depuis, la preuve incontestable d'un réchauffement planétaire induit par les gaz à effet de serre a été démontrée, souvent à des taux dépassant les scénarios de modélisation les plus défavorables ;

NOTANT les travaux menés par d'autres forums internationaux sur les changements climatiques et leurs impacts sur la faune, les écosystèmes et la société humaine ;

SE FELICITANT du rapport de l'atelier sur les cétacés et autre biodiversité marine du Pacifique tropical oriental qui s'est tenu au Costa Rica en février 2009 ;

SE FELICITANT du rapport de l'atelier du Comité scientifique de la Commission Baleinière Internationale sur les cétacés et les changements climatiques qui s'est tenu en février 2009 (SC/61/Rep4) ;

PREOCCUPÉE par le constat de l'atelier du CS de la CBI, selon lequel "les changements climatiques auront un impact négatif sur au moins certaines espèces et

¹ Cf. résolutions 1980 – annexe 10 ; 1981– annexe 7 ; 1992– annexe 2 ; 1993– annexe 12 ; 1993– annexe 13 ; 1994-13 ; 1995-10 ; 1996-8 ; 1997-7 ; 1998-5 ; 1998-6 ; 1999-5 ; 2000-6 ; 2000-7 et 2001-10.

populations, notamment celles dont l'aire de distribution géographique est petite et/ou limitée, celles déjà affectées par d'autres activités humaines et celles vivant dans des environnements soumis aux changements les plus rapides Pour ces espèces, le risque accru d'extinction potentielle est réel.”

Par conséquent, la Commission :

ENTERINE les résultats de l'atelier sur les changements climatiques et les recommandations associées du Comité scientifique, figurant au document IWC/61/Rep1, y compris la nécessité d'étendre les efforts pluridisciplinaires internationaux en cours et la coopération avec d'autres organisations concernées ;

DEMANDE aux Gouvernements Contractants d'intégrer les considérations liées aux changements climatiques dans leurs plans de conservation et de gestion ;

MANDATE le Comité scientifique de poursuivre ses travaux d'étude sur les changements climatiques et les impacts d'autres changements environnementaux sur les cétacés, s'il y a lieu ;

APPELLE les Gouvernements Contractants, OIG et ONG à soutenir l'extension de ces importants travaux ;

DEMANDE au Secrétariat de transmettre la présente résolution et le rapport de l'atelier (SC/61/Rep 4) aux organisations et réunions concernées, y compris notamment la Conférence mondiale sur le climat, la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en temps opportun pour leurs prochaines réunions ; et

APPELLE tous les Gouvernements Contractants à prendre urgemment des mesures visant à réduire le rythme et l'étendue des changements climatiques.